

DÉCLARATION LIMINAIRE

CTAP DU 23 NOVEMBRE 2017

SYNDICAT NATIONAL PÉNITENTIAIRE FORCE OUVRIÈRE

Les représentants **FO PÉNITENTIAIRE** des différentes filières mandatées par leurs adhérents et sympathisants font le bilan d'une ambiance délétère qui règne depuis quelque temps au sein de notre administration. Nous l'avons déjà fortement décrié lors du dernier CTAP le 7 novembre dernier, où seul **FO** était présent.

S'agissant du personnel technique de l'Administration Pénitentiaire, le projet de circulaire indemnitaire qui a été transmis en vue du CTAP n'apporte aucune précision au sujet des modulations de primes en fin d'année. Il est certes fait mention de taux de modulation pour l'IFO dans le contenu du projet de circulaire, mais pourquoi avoir supprimé les annexes 9 (montant alloué), ainsi que les précisions ?

Le **SNP PT FO** avait demandé que des réunions se tiennent avec les OS avant la tenue de ce CTAP pour éviter de reproduire dans la circulaire 2017 les inégalités de traitement qui étaient présentes dans la circulaire 2016. Pourquoi ne pas avoir fait de réunion préparatoire ? Pourquoi remettre en vigueur l'ancien mode d'attribution des modulations d'IFO, qui avait pour effet néfaste une distribution aux seuls « amis de mes amis » des modulations de prime ?

FO demande que cette circulaire indemnitaire soit précisée afin qu'aucun agent ne soit lésé.

D'autre part, suite à la signature le 5 mai 2017 du relevé de conclusions pour le personnel technique, les réunions se suivent et se ressemblent. À ce jour, nous n'avons toujours aucune validation sur les thèmes pour lesquels un accord a été trouvé entre la sous-direction Me et les OS (liste des 120 postes requalifiés de C en B, liste des 42 postes requalifiés de B en A, contenu des examens professionnels...).

Nous n'avons aucune réponse non plus sur tous les sujets relevant de RH. Ainsi, pour la création du GRAF pour les Directeurs Techniques, la seule réunion s'est tenue au mois de septembre, et contrairement à ce qui a été dit, aucun retour écrit ni de proposition ne nous a été fait par le bureau RH2. Est-ce normal ? Pour le **SNP PT FO**, c'est scandaleux ! Cet exemple est criant, mais ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres.

Nous n'avons pas eu de proposition de la DAP pour les conditions d'éligibilité à la liste d'aptitude et à l'examen professionnel dans le cadre du plan de requalification. Nous n'avons toujours pas travaillé non plus sur les modalités de passage de C en B qui seront pérennisés au-delà des 3 ans du relevé de conclusions ni sur la formation continue alors que ce sujet est crucial pour la vie d'un corps. De plus, sur les sujets abordés les travaux traînent, car lors des réunions nous n'avons pas tous les services concernés autour de la table (RH ET Métiers). Parfois des réunions sont reprogrammées, et il faut alors attendre les disponibilités de certains : SG de l'UFAP, représentants de l'administration, ... L'objectif de certains en cette fin d'année est-il de faire repousser la sortie des textes aux calendes grecques et d'éviter de consommer les crédits dédiés au plan de requalification en 2019 ?

Quel mépris pour le corps des personnels techniques de l'administration pénitentiaire ! Comment voulez-vous donner confiance au personnel sans action ni rétribution de la part de leur Ministère de Tutelle ? Notre Organisation syndicale ne peut que s'insurger contre un tel abandon des personnels techniques. Ces agents, pour la grande majorité d'entre-eux, vivent quotidiennement les mêmes problématiques que les personnels de surveillance, au sein des établissements pénitentiaires, au contact des détenus, mais sans aucune reconnaissance. Cela n'a que trop duré : nous ne pouvons plus l'accepter.

Dans le cadre de la réforme statutaire des DSP, **FO Direction**, syndicat majoritaire des Directeurs des services pénitentiaires, critique une nouvelle fois l'absence d'un 8ème échelon sommital Hors Échelle B (HEB) dans le déroulement du grade de DSP Hors classe. Alors que l'accès au GRAF relève du parcours du combattant au vu des exigences fixées pour l'atteindre, l'échelon sommital HEB assure d'une part une gestion de carrière progressive et lissée sur les deux premiers grades et d'autre part représente un marqueur d'appartenance à la haute fonction publique. **FO Direction** attend à très court terme la reprise des négociations sur ce point essentiel.

Par ailleurs, malgré plusieurs demandes, **FO Direction** n'a toujours pas obtenu d'explication justifiant l'exclusion du corps des DSP du dispositif PPCR. Une fois de plus, en l'absence de réponse de l'administration et surtout de mesure compensatoire, le Conseil d'État devra être l'arbitre des relations sociales...

Enfin, il ne devrait plus être utile de rappeler les fortes attentes des DSP sur la revalorisation indemnitaire dans le cadre du RIFSEEP. Cette revalorisation est un enjeu fondamental pour dynamiser les recrutements, stimuler la mobilité et éviter la fuite du corps.

Rétention d'information, absence de réponse et de concertations diverses sont autant de causes qui témoignent à la fois de manque de respect de la part de nos interlocuteurs, mais qui favorise surtout le climat de défiance dans lequel nous sommes contraints d'évoluer.

Mandaté par le personnel de surveillance, dans les fonctions que nous occupons actuellement, il est de la responsabilité du **SNPFO-PS** de vous soumettre toutes les interrogations et les inquiétudes pour lesquelles nous sommes régulièrement interpellés. Cette liste, dont nous allons énumérer partiellement les thématiques, ne cesse de s'allonger quotidiennement. Alors dans un contexte tel que celui-ci, ne soyez pas surpris de voir apparaître des réactions que vous jugerez quelques fois inadaptées, surtout lorsque des consignes sont données à l'échelle déconcentrée pour entraver le libre exercice du droit syndical en refusant, par exemple, systématiquement les crédits de temps syndical ou l'octroi d'autorisations spéciales d'absences pourtant prévues par décrets et plus particulièrement par l'article 16 du décret 82-447.

Idem s'agissant de l'absence d'une circulaire d'application du décret du 28 septembre 2017 relatif aux garanties accordées aux agents publics exerçant une activité syndicale. L'application de la loi semble désorganisée s'agissant des représentants du personnel.

Le dialogue social passe aussi par la reconnaissance des élus du personnel. Pourtant, l'administration s'acharne encore et encore sur ceux-ci, jusqu'à retarder l'envoi de leurs ordres de mission et détachements pour assister aux convocations de l'administration. Cette pratique qui s'apparente à une grivèlerie fait naître des situations financières préoccupantes, lorsque certains élus ont plusieurs milliers d'euros en attente de remboursement par l'administration. Et il en est de même pour les agents victimes dans l'exercice de leur fonction, dont une juridiction leur a octroyé dommage et intérêts que l'administration refuse de payer, faute de crédit soi-disant.

Dans la même idée, nous dénonçons fermement l'absence de discussions à la fois sur le programme de fidélisation des personnels promis dans le relevé de conclusions de 2015, la révision des critères de mobilité du CEA où un groupe de travail programmé a été annulé sans concession, mais aussi la rétention d'informations concrètes relatives à la mise en œuvre des réformes statutaires et plan de requalification des différentes filières. L'absence de visibilité sur les mesures catégorielles mentionnées dans le PLF2018 montre tout l'amateurisme de l'administration vis-à-vis des personnels.

Et puis, l'an passé, alors qu'il s'agissait de « valider » pour avis la circulaire relative à l'indemnitaire, FO Pénitentiaire s'était heurté à l'absence de réflexion sur les modalités d'attribution et des montants d'ICP et de l'IFO, pourtant promis avant la fin du 1er semestre 2017. Nous constatons cette année que la donne est identique. Encore une preuve de déni.

C'est aussi dans ce contexte de dialogue social meurtri que le **SNPFO-PS** souhaite enfin avoir des réponses sur ces questions posées, notamment relatives aux ESP / Extractions Judiciaires Vicinales. Comment peut-on organiser la mise en place, dans plusieurs établissements pénitentiaires, des EJV/ESP alors que le groupe de travail s'est terminé dans un consensus commun, celui de l'absence de moyens adéquats et sans doctrine d'emploi ni de charte des temps.

S'agissant de la création d'une DI MOM : Pourquoi les promesses données ne sont-elles pas tenues ? La situation des personnels et établissements de l'Outre-Mer n'est-elle pas suffisamment dégradée ?

Et puis, comment ne pas s'indigner face au projet de l'ENAP qui, mettant en avant la sécurisation périmétrique de l'école, souhaite abroger la note du 7 juillet 2011, qui permettait aux publics domiciliés initialement dans les départements et territoires d'Outre-Mer, d'occuper les hébergements durant les périodes de congés ou de délais de route ! L'ENAP va-t-elle payer les billets retour des élèves ?

Les mois se suivent et se ressemblent. Pas un jour sans qu'un Collègue ne soit victime d'une agression dans l'exercice de ses fonctions. Pas un jour sans que les personnels pénitentiaires se demandent s'ils auront un jour le soutien réel et une reconnaissance palpable et affirmée par le Ministère et la DAP. La pénitentiaire est à l'aube d'un virage important : Le nombre de départ à la retraite associé aux nouvelles missions dans un contexte de recrutement en berne, laissent présager des jours encore plus difficiles pour les personnels en tenue.

En conclusion, au regard de l'acharnement mené contre les représentants élus des personnels et le déni de dialogue social qui ne saurait tarir la motivation des représentants **FORCE OUVRIÈRE**, et vue la situation et les conditions de travail des personnels de tous grades et corps confondus, **nous appelons nos homologues, responsables, à se réunir rapidement afin de faire front UNIS**, face à l'administration et à ces directions, **dans l'intérêt des personnels que nous représentons**. Nous ne pouvons continuer d'ignorer davantage l'urgence d'une **UNITÉ**, au-delà de nos différences.

Le 23 novembre 2017
Les élus du CTAP
FORCE OUVRIÈRE

SNPFO! AVEC

JE NOUS
SERVICE PUBLIC TOUS